

FICHE 3

LUTTER CONTRE LES EXTRÊMES DROITES ET LA DIFFUSION DE LEURS IDÉES

La CGT propose

Notre objectif est la construction d'une société :

- >> débarrassée des idées, des politiques, des pratiques, des partis, des mouvements, des associations, des activistes, des médias d'extrême droite,
- >> solidaire, démocratique, de justice, d'égalité et de liberté qui réponde aux besoins et à l'émancipation individuelle et collective des femmes et des hommes en France, en Europe, et dans le monde. Pour une société débarrassée de la xénophobie, des racismes, des systèmes de dominations, d'exploitations et de discriminations qu'elles soient d'origines ethniques, de religions, de sexes, de genres ou autres.

Ce qui existe aujourd'hui

L'extrême droite est une idéologie, qui existe sous différentes formes, portant de manière plus ou moins explicite : la priorité nationale et le patriotisme économique, la critique de façade d'un « système » dont elle est elle-même partie prenante, les thèses identitaires, xénophobes et racistes, une vision traditionaliste et réactionnaire de la société, un rapport fantasmé à l'histoire jusqu'au révisionnisme ou négationnisme, l'obsession de la décadence et du complot, une essentialisation des rapports sociaux justifiant la domination patriarcale, niant les droits des personnes homosexuelles et l'existence des personnes transgenres, queers, intersexes, asexuelles et autres, l'autoritarisme et la répression des opposant·es.

Ces axes peuvent se décliner en plusieurs branches, constituant l'arborescence de la sphère d'extrême droite. L'extrême droite, de Trump à Meloni, en passant par Orbán ou Marine Le Pen, n'est pas une dérive du système mais bien une solution pour une frange de plus en plus large des représentant·es du capital. Une solution consistant à toujours plus de divisions au sein des travailleur·euses, toujours moins de droits sociaux et de services publics, afin de détourner des véritables responsables de la situation sociale tout en entrant dans une nouvelle ère autoritaire. Sous un discours que certaines franges ont teinté d'apparences sociales, l'extrême droite porte les intérêts des puissant·es, au détriment du monde du travail.

Aidées par des galaxies médiatiques entre les mains de milliardaires réactionnaires, les idées d'extrême droite occupent une place centrale dans le débat public, sans que cela corresponde forcément à leur poids au sein du monde du travail. Les partis politiques « officiels » d'extrême droite se multiplient (RN, Les Patriotes, Debout la France, UPR, Reconquête...) sans compter les groupuscules et associations. Par ailleurs, les idées d'extrême droite infusent de plus en plus dans l'échiquier politique.

Au niveau international, l'extrême droite et les partis réactionnaires prennent le pouvoir dans de plus en plus de pays et en dirigent certains depuis des décennies, au point d'être portées par l'exécutif (lois immigration, séparatisme, etc.).

À l'occasion des élections législatives anticipées de 2024 en France, le RN a réaffirmé ses positions

xénophobes et maurrassiennes traditionnelles, en particulier dans ses propositions économiques et fiscales. Il entend soutenir les « familles françaises » par la mise en place d'une part fiscale complète dès le deuxième enfant, mettant ainsi en œuvre une préférence nationale dans la législation fiscale. De plus, sa politique fiscale défend une vision de l'enracinement : «enraciner l'économie, enraciner les familles françaises ». Le RN affirme que ses réformes de la fiscalité patrimoniale (véritables cadeaux aux plus aisé-es) visent à enraciner les familles françaises. Comme si le patrimoine immobilier n'était pas également détenu par de riches étranger-es et comme si le patrimoine financier était forcément détenu par de riches étranger-es. Ces positions renvoient au stéréotype classique d'extrême droite de la « finance cosmopolite ». D'un point de vue social, ces mesures sur le patrimoine accentueraient encore sa concentration, qui ne fait que s'aggraver.

Si la Fédération des Finances CGT combat la finance, ce n'est pas parce qu'elle serait cosmopolite, mais parce que les activités spéculatives et rentières qui la caractérisent ne peuvent exister que par la spoliation de la richesse créée par les travailleur-es. Aujourd'hui, 92 % des avoirs sont détenus par la moitié des ménages.

La paupérisation des travailleur-es, le sentiment de relégation, organisés en toute conscience par les différents types de gouvernements depuis 30 ans, ont été un élément déclencheur de la montée progressive des idées et de l'accession au pouvoir de l'extrême droite. Aussi, les batailles revendicatives engagées dans toute la CGT pour, par exemple, les augmentations de salaires, l'égalité salariale femmes-hommes, la défense du système solidaire de retraites sont une main levée contre l'extrême droite. D'autant que les 89 député-es RN élu-es en 2024 sont parmi les premier-es à n'avoir voté aucune mesure de progrès social comme l'augmentation du SMIC ou celle des minima sociaux. C'est un combat de classe déterminant pour contrer le mirage social de l'extrême droite et ses relais.

Les moyens pour y parvenir

Interdire les partis, mouvements, associations se référant au nazisme, au fascisme, à la collaboration, ainsi que tous ceux incitant à la haine. Combattre dans la rue, dans les entreprises, les services publics et dans les urnes les partis, mouvements et associations prônant tout système de dominations, d'exploitations et de discriminations, qu'elles soient d'origines ethniques, de religions, de sexes, de genres ou autres.

>> Exiger de nos employeur-es des politiques de prévention contre les discriminations au travail incluant la protection des victimes et la sanction des auteur-es.

>> Construire des propositions contre la discrimination raciale à l'embauche, en particulier dans la fonction publique (en s'appuyant par exemple sur les travaux de Yannick L'Horty).

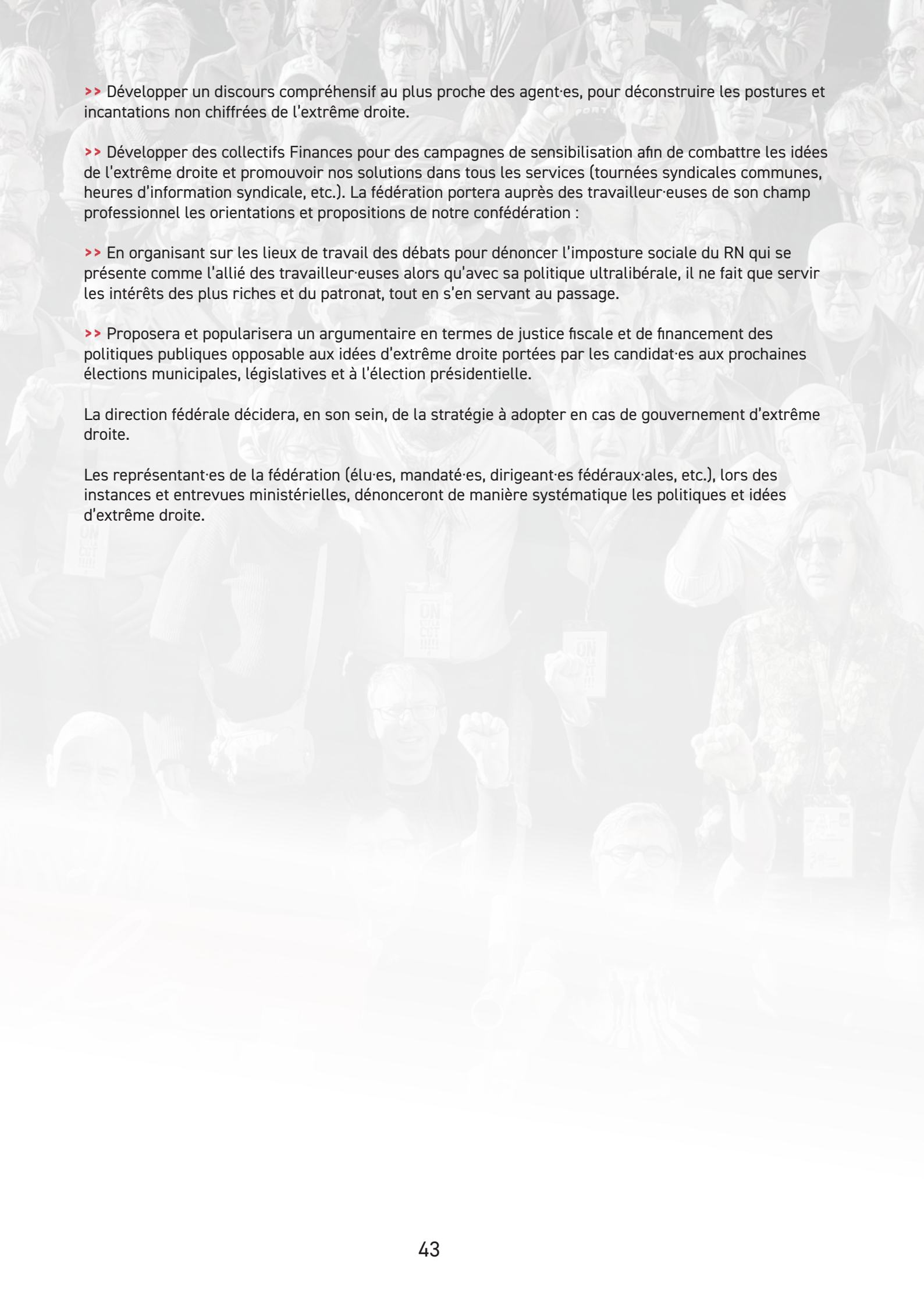
>> Refuser collectivement le détournement de nos missions pour des visées nationalistes, racistes et xénophobes.

>> Développer notre travail avec l'association VISA (« vigilance syndicale antifasciste ») et toutes les organisations antifascistes.

>> S'inscrire dans les campagnes unitaires contre l'extrême droite.

>> Rappeler en permanence les positions antisociales de l'extrême droite, en particulier dans nos publications et liminaires dans toutes les instances, critiquant les politiques gouvernementales, pour ne pas laisser croire que l'extrême droite serait la solution.

>> Construire une démarche syndicale de terrain sur tous les territoires, par la participation des militant-es du champ fédéral dans les actions d'information et de propagande mises en place par les organisations interprofessionnelles de la CGT. La démarche syndicale doit faire le lien constant entre nos revendications et la lutte contre les idées d'extrême droite.



>> Développer un discours compréhensif au plus proche des agent·es, pour déconstruire les postures et incantations non chiffrées de l'extrême droite.

>> Développer des collectifs Finances pour des campagnes de sensibilisation afin de combattre les idées de l'extrême droite et promouvoir nos solutions dans tous les services (tournées syndicales communes, heures d'information syndicale, etc.). La fédération portera auprès des travailleur·euses de son champ professionnel les orientations et propositions de notre confédération :

>> En organisant sur les lieux de travail des débats pour dénoncer l'imposture sociale du RN qui se présente comme l'allié des travailleur·euses alors qu'avec sa politique ultralibérale, il ne fait que servir les intérêts des plus riches et du patronat, tout en s'en servant au passage.

>> Proposera et popularisera un argumentaire en termes de justice fiscale et de financement des politiques publiques opposable aux idées d'extrême droite portées par les candidat·es aux prochaines élections municipales, législatives et à l'élection présidentielle.

La direction fédérale décidera, en son sein, de la stratégie à adopter en cas de gouvernement d'extrême droite.

Les représentant·es de la fédération (élu·es, mandaté·es, dirigeant·es fédéraux·ales, etc.), lors des instances et entrevues ministérielles, dénonceront de manière systématique les politiques et idées d'extrême droite.